

Le rigorisme financier ennemi de la formation



Christine Bulliard-Marbach

La crise de la dette souveraine qui frappe les Etats membres de l'Union européenne offre au frein à l'endettement suisse une légitimité éclatante. Chaque nouvelle mesure d'austérité budgétaire prise dans la zone euro conforte la classe politique suisse dans ses convictions. La discipline financière à laquelle la Suisse s'astreint depuis plusieurs années est en fait un gage de liberté, car elle seule permet à l'Etat de relever les défis économiques et sociaux qui se présentent à nous. Mais la médaille a son revers: élevé au rang de dogme intangible par une partie de la classe politique et de l'administration, le rigorisme financier étend son emprise sur tous les domaines de la politique et menace de les vider de leur substance.

Je le vérifie dans le cadre du débat sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (le domaine FRI) pour les années 2013 à 2016, qui sera débattu dès cette semaine par les Chambres fédérales. Le Conseil fédéral propose pour les quatre années à venir un crédit-cadre de 26 milliards de francs, que se partageront les universités, les écoles polytechniques, les hautes écoles spécialisées et tous les acteurs qui soutiennent la recherche fondamentale ou appliquée. Globalement, le Conseil fédéral s'engage à augmenter de 3,7% par an en moyenne ses subventions.

Ce chiffre attrayant cache toutefois une réalité moins glorieuse. Dans les faits, le Conseil fédéral et

l'administration concentrent leurs promesses de croissance sur les années 2015 et 2016 – plus de 5% par an – et réservent des hausses modérées pour 2013 et 2014 – entre 1,3 et 2,9%. Cette proposition répond à des impératifs dictés par la technique financière. Les grands argentiers de la Berne fédérale veulent que le domaine FRI «compense» en 2013 et 2014 les moyens supplémentaires que le parlement a injectés dans la recherche et l'innovation pour lutter contre le franc fort.

Le nombre des étudiants augmente, les projets de recherche dépassent déjà les moyens alloués

Le problème avec cette approche, c'est qu'elle ne permet pas de répondre aux besoins des universités, des écoles polytechniques ou d'institutions comme le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Or le nombre d'étudiants augmentera de plus de 3% chaque année et le FNS doit aujourd'hui déjà renoncer à financer des projets de recherche qui remplissent pourtant tous les critères d'excellence scientifique.

C'est le fond du problème: le cœur du message du Conseil fédéral sur l'encouragement du domaine FRI ne s'occupe pas de politique de la formation et de la recherche, mais de politique financière. Le rigorisme financier est en train de transformer le principe du frein à l'endettement en arme de dissuasion politique.